

LES SPORTS

LES JEUX OLYMPIQUES DE 1976—LES PROPOSITIONS DU LIVRE BLANC ET L'ENTRAÎNEMENT DES ATHLÈTES CANADIENS

M. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Comme le Canada s'est vu adjuger les Jeux olympiques de 1976, le ministre voudrait-il indiquer si son ministère se charge de réaliser les propositions du Livre blanc sur le sport amateur, afin que nos équipes canadiennes soient convenablement préparées?

M. l'Orateur: Il semble que le député pose une question si générale qu'elle peut difficilement être acceptée en ce moment. Il invite le ministre à faire une déclaration qui devrait être formulée à l'appel des motions.

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

RAE—LES RUMEURS D'EMPOISONNEMENT MORTEL D'INDIENS PAR DE L'EAU PROVENANT DE L'USINE D'ÉPURATION

M. R. R. Southam (Qu'Appelle-Moose Mountain): Avant de poser ma question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, je veux lui souhaiter la bienvenue à la Chambre après son voyage à l'étranger. Avant le départ du ministre, je lui avais demandé s'il avait reçu de M. Roy Daniels, président de la Fraternité des Indiens des Territoires du Nord-Ouest, une communication alléguant que de l'eau polluée avait provoqué la mort de plusieurs adultes et enfants dans la collectivité de Rae. Le ministre avait alors répondu qu'à sa connaissance, la question ne lui avait pas été signalée mais qu'il se renseignerait. Le ministre a-t-il eu l'occasion de se renseigner au sujet de cette grave situation? En l'occurrence, quelles mesures sont prises?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): La situation décrite dans la question du député a été signalée aux hauts fonctionnaires de mon ministère. Ils sont à l'étudier et j'espère recevoir un rapport prochainement.

AFFAIRES EXTÉRIEURES

INDOCHINE—LE RÉTABLISSEMENT DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE CONTRÔLE

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures indiquerait-il en quelques mots à la Chambre l'attitude du gouvernement à propos de la convocation d'une conférence réclamée

[L'hon. M. Sharp.]

par divers pays asiatiques pour étudier le rétablissement de la Commission internationale de contrôle? Le ministre peut-il nous indiquer l'attitude du gouvernement ou nous dire du moins à quelles conditions le Canada s'intéresserait à cette proposition?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Nous serions prêts à assister à une pareille conférence, monsieur l'Orateur. Nous souscrivons en fait à l'idée d'une conférence pour examiner la situation très grave qui règne dans le Sud-Est asiatique. Bien entendu, nous sommes prêts aussi à redevenir membre de la Commission internationale de contrôle. Toutefois, nous avons bien précisé que nous ne voulons pas redevenir membre d'une commission qui aurait une liberté d'action aussi limitée que celle qui existait au Cambodge avant que le gouvernement de ce pays nous prie de quitter les lieux.

Nous avons indiqué aux divers pays particulièrement intéressés les conditions que nous estimons essentielles: une définition très nette des attributions de la Commission, une disposition lui permettant d'agir à défaut d'unanimité et la liberté d'accès à toutes les régions. La Commission devrait avoir l'appui sans réserve de toutes les parties intéressées à la zone de conflit.

L'hon. M. Stanfield: Une question complémentaire. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures est-il d'avis que l'on s'achemine vers la convocation d'une conférence internationale pour régler le problème cambodgien?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, j'hésite à dire que beaucoup de progrès ont été réalisés. Un certain nombre d'initiatives sont en cours. Nous nous efforçons de les appuyer mais je ne saurais me montrer très optimiste quant aux perspectives. Certains pays semblent s'y opposer inexorablement. Jusqu'à ce qu'ils changent d'avis, il est fort douteux qu'un objectif utile puisse être atteint.

LE DISCOURS DU PREMIER MINISTRE EN MALAISIE ET LA SITUATION AU CAMBODGE

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Une question complémentaire. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures est-il au courant du discours que prononcera ce soir le premier ministre en Malaisie? Son ministère a-t-il été consulté au sujet de la politique que doit annoncer le premier ministre à l'égard de la situation au Cambodge?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui, monsieur l'Orateur, mon sous-secrétaire l'accompagne.